

505LN107 18

4120

(1945-46)

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

DU 25 JUIN 1946

Arrêté du 18 juin 1946 portant institution d'une commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 1er mai 1945 relative à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des démobilisés, des prisonniers, déportés et assimilés;

Vu l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1945 portant création d'une commission de reclassement au ministère des travaux publics et des transports, pour les fonctionnaires et agents des services publics et candidats au service public pouvant bénéficier de l'ordonnance du 15 juin 1945, et notamment l'article 2,

Arrête :

Art. 1er.- Il est institué une commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français, bénéficiaires des ordonnances des 1er mai et 15 juin 1945.

Art. 2.- La commission est ainsi composée :

M. Fatalot, ingénieur en chef, chef de la division centrale de l'administration du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, président.

M. André, ingénieur principal au service central du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, vice-président.

M. Dieudonné, sous-directeur, représentant le service du travail et de la main-d'œuvre dans les transports, au ministère des travaux publics et des transports.

M. Raydon, rédacteur principal, représentant le ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (service

.....

des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés).

M. Fremin (Marcel), inspecteur divisionnaire à l'arrondissement de l'exploitation de la région Paris-Saint-Lazare, ex-déporté politique.

M. Budon, inspecteur principal adjoint au service de l'exploitation de la région Sud-Ouest, ex-prisonnier de guerre.

M. Gaucher (Jean), chef de brigade d'ouvriers aux ateliers de la Chapelle, ex-déporté du travail.

M. Gauthier, attaché au service régional de la voie et des bâtiments de la région Ouest, ancien combattant.

MM. Redon, inspecteur divisionnaire au service de la voie et des bâtiments de la région Est;

Jeannot, mécanicien de route à Lyon;

Treins, aide-monteur électricien à Montrouge, représentants de la fédération nationale des travailleurs des chemins de fer.

M. Guénard, rédacteur principal au service des titres, représentant la fédération nationale des syndicats chrétiens.

Art. 3.- Le secrétariat de la commission est assuré par les soins de la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 4.- La commission se réunit sur convocation de son président.

L'ordre du jour des délibérations est fixé par le président.

En cas de désaccord, le ministre des travaux publics et des transports statue définitivement.

Fait à Paris, le 18 juin 1946.

JULES MOCH.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

DU 25 JUIN 1946

Arrêté du 18 juin 1946 portant institution d'une commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 1er mai 1945 relative à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des démobilisés, des prisonniers, déportés et assimilés;

Vu l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1945 portant création d'une commission de reclassement au ministère des travaux publics et des transports, pour les fonctionnaires et agents des services publics et candidats au service public pouvant bénéficier de l'ordonnance du 15 juin 1945, et notamment l'article 2,

Arrête :

Art. 1er.- Il est institué une commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français, bénéficiaires des ordonnances des 1er mai et 15 juin 1945.

Art. 2.- La commission est ainsi composée :

M. Fatalot, ingénieur en chef, chef de la division centrale de l'administration du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, président.

M. André, ingénieur principal au service central du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, vice-président.

M. Dieudonné, sous-directeur, représentant le service du travail et de la main-d'oeuvre dans les transports, au ministère des travaux publics et des transports.

M. Raydon, rédacteur principal, représentant le ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (service

des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés).

M. Fremin (Marcel), inspecteur divisionnaire à l'arrondissement de l'exploitation de la région Paris-Saint-Lazare, ex-déporté politique.

M. Budon, inspecteur principal adjoint au service de l'exploitation de la région Sud-Ouest, ex-prisonnier de guerre.

M. Gaucher (Jean), chef de brigade d'ouvriers aux ateliers de la Chapelle, ex-déporté du travail.

M. Gauthier, attaché au service régional de la voie et des bâtiments de la région Ouest, ancien combattant.

MM. Redon, inspecteur divisionnaire au service de la voie et des bâtiments de la région Est;

Jeannot, mécanicien de route à Lyon;

Treins, aide-monteur électricien à Montrouge, représentants de la fédération nationale des travailleurs des chemins de fer.

M. Guénard, rédacteur principal au service des titres, représentant la fédération nationale des syndicats chrétiens.

Art. 3.- Le secrétariat de la commission est assuré par les soins de la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 4.- La commission se réunit sur convocation de son président.

L'ordre du jour des délibérations est fixé par le président.

En cas de désaccord, le ministre des travaux publics et des transports statue définitivement.

Fait à Paris, le 18 juin 1946.

JULES MOCH.

Arrêté du 18 juin 1945 portant institution d'une commission administrative de reclassement des agents de la Société Nationale des chemins de fer français

Commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 1^{er} mai 1945 relative à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des démobilisés, des prisonniers, déportés et assimilés;

Vu l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1945 portant création d'une commission de reclassement au ministère des travaux publics et des transports, pour les fonctionnaires et agents des services publics et candidats au service public pouvant bénéficier de l'ordonnance du 15 juin 1945, et notamment l'article 2,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué une commission administrative de reclassement des agents de la Société nationale des chemins de fer français, bénéficiaires des ordonnances des 1^{er} mai et 15 juin 1945.

Art. 2. — La commission est ainsi composée:

M. Patalet, ingénieur en chef, chef de la division centrale de l'administration du per-

sonnel de la Société nationale des chemins de fer français, président.

M. André, ingénieur principal au service central du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, vice-président.

M. Dieudonné, sous-directeur, représentant le service du travail et de la main-d'œuvre dans les transports, au ministère des travaux publics et des transports.

M. Baydon, rédacteur principal, représentant le ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (service des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés).

M. Fremin (Marcel), inspecteur divisionnaire à l'arrondissement de l'exploitation de la région Paris-Saint-Lazare, ex-déporté politique.

M. Budon, inspecteur principal adjoint au service de l'exploitation de la région Sud-Ouest, ex-prisonnier de guerre.

M. Gaucher (Jean), chef de brigade d'ouvriers aux ateliers de la Chapelle, ex-déporté du travail.

M. Gauthier, attaché au service régional de la voie et des bâtiments de la région Ouest, ancien combattant.

MM. Redon, inspecteur divisionnaire au service de la voie et des bâtiments de la région Est;

Jeannot, mécanicien de route à Lyon;

Treins, aide-monteur électricien à Mont-

rouge, représentants de la fédération nationale des travailleurs des chemins de fer.

M. Guénard, rédacteur principal au service des titres, représentant la fédération nationale des syndicats chrétiens.

Art. 3. — Le secrétariat de la commission est assuré par les soins de la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 4. — La commission se réunit sur convocation de son président.

L'ordre du jour des délibérations est fixé par le président.

En cas de désaccord, le ministre des travaux publics et des transports statue définitivement.

Fait à Paris, le 18 juin 1945.

JULES MCH.

Reclassement des agents ayant dû quitter leur
emploi et des candidats n'ayant pu être admis par suite
d'évènements de guerre

Ordonnance	15. 6.45	
Avis Général P 1 n° 3	20. 3.46	
Avis Général P 1 n° 4	29. 4.46	
Arrêté	18. 6.46	(J.O. 25. 6.46)

Reclassement des agents ayant dû quitter leur emploi et des candidats n'ayant pu être admis par suite d'évènements de guerre

Paris, le 29 avril 1946

**REMISE EN SERVICE DES AGENTS ET AUXILIAIRES
AYANT DÛ QUITTER LEUR EMPLOI
PAR SUITE D'ÉVÉNEMENTS DE GUERRE.**

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1-2	1-2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 14
18	55-56	31-32
21-31	62	41-43
42	64-65	51-52
91 à 93	91 à 93	57
	94	61-64
		71-75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

L'Ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats ayant été empêchés d'accéder aux Services Publics, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des Services Publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre est, d'après son article 1^{er}, applicable aux Services publics, industriels et commerciaux, exploités en régie, concédés ou affermés de l'Etat, des Départements et des Communes.

L'article 3 précise que « en ce qui concerne le personnel régi par des Conventions Collectives », les modalités d'application « feront l'objet d'avenants à ces Conventions qui seront soumis à l'approbation du Ministre compétent. . . . ». Le texte annexé au présent Avis Général a été établi dans les conditions indiquées ci-dessus et il a été approuvé par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Il comporte, en faveur des agents et auxiliaires qui ont dû cesser leur service par suite des événements de guerre (prisonniers, mobilisés, déportés, travailleurs non volontaires, etc...), des mesures à mettre en application immédiatement et qui se rapportent aux points suivants :

- commissionnement,
- avancement en grade,
- admission au cadre permanent des auxiliaires.

Le présent Avis Général annule la lettre Pe 495 du 9 juin 1945, ainsi que les lettres Pe 572 du 22 juin et Pe 732 du 24 juillet 1945.

Le Directeur Général,
LEMAIRE.

REMISE EN SERVICE ET EXAMEN DE LA SITUATION DES AGENTS ET AUXILIAIRES AYANT DÛ CESSER LEUR SERVICE PAR SUITE D'ÉVÉNEMENTS DE GUERRE.

CHAPITRE 1

AGENTS ET AUXILIAIRES INTERESSES.

article 1 ♦

Les dispositions de la présente instruction s'appliquent aux agents et auxiliaires appartenant aux catégories ci-après, qui, en raison des circonstances nées de la guerre, ont dû cesser leur service :

- 1° — Prisonniers de guerre demeurés en captivité postérieurement au 25 juin 1940.
- 2° — Mobilisés ou engagés ayant servi postérieurement au 25 juin 1940, dans les formations militaires françaises de Mer, de Terre, et de l'Air, à l'exclusion :
 - a) des militaires démobilisés entre le 25 juin 1940 et le 1^{er} juin 1941 par l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français,
 - b) des engagés volontaires dans les formations militaires dépendant de l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, s'ils n'ont pas pris part ultérieurement à des opérations contre l'ennemi.
- 3° — Mobilisés ou engagés dans les Forces Alliées.
- 4° — Combattants des Forces Françaises de l'Intérieur et assimilés qui seront définis ultérieurement.
- 5° — Agents et auxiliaires atteints d'infirmité par suite de faits de guerre dans les conditions prévues par la loi du 24 juin 1919 sur les victimes civiles de la guerre, à condition qu'ils remplissent les conditions d'aptitude physique exigées par le Règlement du Personnel pour l'emploi considéré.
- 6° — Agents et auxiliaires qui ont été déportés ou internés pour des motifs politiques ou militaires par les Autorités ennemies ou par l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français.
- 7° — Agents et auxiliaires contraints de travailler au profit de l'ennemi dans des conditions exclusives de toute intention réelle de coopérer à l'effort de guerre de celui-ci.
- 8° — Agents et auxiliaires ayant dû se soustraire à une recherche ou à un ordre de réquisition des Autorités ennemies ou de l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français ou qui ont dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance.

9° — Agents et auxiliaires exclus de la S.N.C.F. par suite de mesures d'ordre politique ou racial émanant de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français.

10° — Agents et auxiliaires en service pendant l'occupation dans une résidence où l'exploitation des chemins de fer n'était plus assurée par la S.N.C.F. (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

article 2 ♦

Les agents et auxiliaires repris à l'article 1^{er} ci-dessus, ne peuvent bénéficier des dispositions des articles ci-après en ce qui concerne le commissionnement et l'avancement en grade que si la durée de leur empêchement effectif a été d'au moins 6 mois.

CHAPITRE 2

AGENTS DU CADRE PERMANENT.

article 3 ♦ Remise en service.

Les agents du cadre permanent, c'est-à-dire les agents commissionnés ainsi que ceux qui, au moment de leur cessation de service à la S.N.C.F. étaient dans la situation d'agents à l'essai (majeurs ou mineurs) ou d'agents confirmés (majeurs ou mineurs) seront remis en service.

Ils devront être réintégrés, en principe, dans la localité où ils étaient employés. En cas d'impossibilité absolue (manque de postes vacants, suppression de postes, faits de guerre), ils seront consultés sur le choix de leur nouvelle résidence.

Ils auront alors droit aux allocations réglementaires de changement de résidence (allocations normales seulement si le changement de résidence résulte d'une promotion accordée à l'intéressé).

On s'efforcera de donner satisfaction aux agents qui, à leur retour, demanderaient à reprendre du service dans une localité autre que celle à laquelle ils étaient affectés avant leur départ.

Dans ce dernier cas, le changement de résidence étant motivé par les convenances personnelles ne donnera pas lieu à une indemnité.

article 4 ♦ Commissionnement.

a) Les ex-agents mineurs ou majeurs qui étaient confirmés, seront soumis à un stage d'essai de 3 mois à l'issue duquel ils seront, s'ils effectuent un bon service, commissionnés et affiliés rétroactivement à la date à laquelle ils ont atteint l'âge de 22 ans et 3 mois.

Ceux qui n'auront pas donné entière satisfaction, verront leur stage prolongé à nouveau de 3 mois.

A l'expiration des 6 mois de stage, ils seront soit licenciés, (1) soit commissionnés avec effet rétroactif à la même date que ci-dessus.

Les ex-mineurs confirmés qui, avant leur départ sous les drapeaux avaient été avisés qu'en raison de l'insuffisance de leurs services ils ne seraient pas réadmis, seront néanmoins réintégrés s'ils le demandent : leur stage d'essai devra durer 6 mois pendant lesquels ils seront suivis d'une façon toute spéciale par leur Chef d'Etablissement et, à l'issue de ce stage, ils seront, suivant la qualité de leurs services, soit licenciés (1), soit commissionnés rétroactivement à la date à laquelle ils l'auraient été après un stage de 3 mois si la guerre n'avait pas eu lieu (date à laquelle ils ont atteint l'âge de 22 ans et 3 mois).

♦ (1) Ce licenciement pourra toutefois intervenir avant l'expiration du stage de 6 mois en cas de faute grave.

b) *Les agents qui étaient majeurs en stage d'essai* avant commissionnement sans avoir été confirmés, devront compléter leur stage pour en porter la durée à un an, le nouveau stage ne pouvant cependant être inférieur à 3 mois. Ils seront ensuite, s'ils effectuent un bon service, commissionnés et affiliés rétroactivement à la Caisse des Retraites.

Le minimum du nouveau stage sera porté à 6 mois pour ceux qui n'avaient pas donné entière satisfaction avant de cesser leurs fonctions à la S.N.C.F. ou qui, au cours du nouveau stage, ne donneraient pas entière satisfaction.

Après ce stage, ils seront, suivant la qualité de leurs services, soit licenciés (1), soit commissionnés et affiliés rétroactivement.

c) *Les agents qui étaient mineurs à l'essai* seront mis à l'essai pendant un an, ils seront ensuite soit licenciés (1), soit commissionnés et affiliés rétroactivement à la date à laquelle ils ont atteint l'âge de 23 ans.

d) Dans tous les cas où il y aura affiliation rétroactive, les cotisations ouvrières seront versées par la S.N.C.F.

Les agents seront placés sur leur échelle dans la position correspondant à leur date de commissionnement ; ils recevront la rémunération correspondante avec effet de la date de reprise effective de service ou du 1^{er} septembre 1945 au plus tôt.

Pendant la période du stage d'essai qu'ils auront à accomplir, les intéressés (ex-confirmés ou majeurs non commissionnés) recevront la rémunération nette qui leur aurait été allouée s'ils avaient été réadmis à la S.N.C.F. avec leur grade ou commissionnés à l'âge de 22 ans et 3 mois, compte tenu des déclenchements normaux d'échelons pour les anciens mineurs confirmés ou si leur stage n'avait pas été interrompu par les circonstances ayant motivé leur départ de la S.N.C.F., ou s'ils avaient été commissionnés normalement à l'expiration dudit stage pour les ex-majeurs non commissionnés.

article 5 ♦ Avancement en grade.

La réadaptation des intéressés devra faire l'objet des soins attentifs du Chef d'Etablissement qui chargera un agent dirigeant de les suivre de près. On veillera notamment à ce que les agents, qui, au cours de leur absence, ont bénéficié d'une promotion en grade, soient mis à même de s'adapter à leurs nouvelles fonctions.

Les agents susceptibles de recevoir un avancement en grade seront, quand ils le demanderont et quand leur état de santé ainsi que leurs capacités intellectuelles le leur permettront, désignés par priorité absolue pour suivre les cours de formation et de perfectionnement.

Les agents qui paraîtraient aptes à tenir un emploi du grade supérieur, seront mis en stage pendant une période qui, en moyenne, devra durer 6 mois.

Si les résultats de ce stage sont favorables, ils pourront être nommés au grade supérieur sur décision du Chef d'Arrondissement, du Chef du Service ou du Directeur de la Région suivant le grade à obtenir, après inscription à un tableau d'aptitude spécial établi conformément aux règles fixées pour les tableaux d'aptitude complémentaires par le Fascicule VI du Règlement du Personnel (article 53).

Si le grade proposé n'est accessible qu'après examen ou concours les intéressés devront subir, avec succès, les épreuves d'un examen comportant les mêmes épreuves que l'examen ou le concours exigé. On tiendra cependant compte, dans le choix des épreuves et dans la cotation, de ce que les candidats ont été éloignés du service et gênés dans leur préparation.

Dans tous les cas on examinera, par comparaison avec les agents d'ancienneté analogue restés en service et qui ont été promus, s'il y a lieu de donner un effet rétroactif à la nomination.

On suivra de façon particulière la situation des très bons agents et des attachés qui auraient été susceptibles de prendre, s'ils n'avaient pas cessé leur service, deux ou plusieurs avancements en grade.

On devra s'efforcer de réduire au minimum le préjudice subi dans leur carrière par les intéressés du fait de leur absence.

Le délai maximum de 4 ans après commissionnement à l'issue duquel les attachés doivent être pourvus d'un poste définitif pourra être prolongé d'une durée égale à celle de l'absence, mais la titularisation pourra intervenir avec effet rétroactif.

La possibilité d'accorder aux intéressés des nominations après inscription à un tableau d'aptitude spécial cessera 3 ans après leur reprise de service et au plus tôt le 1^{er} janvier 1947.

Les avancements rétroactifs entraîneront un rappel de solde avec effet de la date de nomination.

♦ (1) Ce licenciement pourra toutefois intervenir avant l'expiration du stage de 6 mois en cas de faute grave.

CHAPITRE 3

AUXILIAIRES.

article 6 ♦ Remise en service.

Les auxiliaires qui, dans les 3 mois qui suivent la parution du présent Avis Général ou la fin de la cause qui leur avait fait cesser leurs fonctions, demanderont à être remis en service, devront être réintégrés dans leur emploi. Ils ne pourront être licenciés, sauf en cas de faute grave, que 6 mois au plus tôt après leur réintégration.

article 7 ♦ Admission au cadre permanent.

Les auxiliaires qui assuraient un bon service avant leur départ, ainsi que ceux qui se révéleraient posséder de bonnes qualités professionnelles devront, dans la limite des autorisations accordées, être admis au cadre permanent par priorité, s'ils remplissent les conditions requises d'aptitude physique et professionnelle.

L'âge limite de 29 ans fixé pour l'admission au cadre permanent sera reculé dans les conditions fixées par l'article 10 du chapitre 2 du Fascicule III du Règlement du Personnel.

Il sera, en outre, reculé du temps pendant lequel ils ont dû interrompre leur service, ce temps, arrondi au nombre de mois supérieur étant égal :

- pour les prisonniers : au temps passé en captivité (ce temps étant toutefois majoré, pour les prisonniers évadés, d'une durée égale au temps compris entre la date d'évasion et le 1^{er} avril 1945).
- pour les mobilisés et engagés : au temps passé postérieurement au 25 juin 1940 sous les drapeaux au delà de la durée du service militaire légal.
- pour les combattants des Forces Françaises de l'Intérieur : au temps écoulé entre la date d'incorporation dans les F.F.I et la date de démobilisation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les blessés par faits de guerre : au temps écoulé entre la blessure et la date de consolidation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les déportés et internés : au temps écoulé entre la 1^{re} arrestation et leur libération ou, au plus tard, 3 mois après leur retour en France.
- pour les auxiliaires contraints au travail forcé pour l'ennemi : au temps écoulé entre la date d'incorporation dans une formation de travail sous le contrôle de l'ennemi et la date de leur retour en France ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû se soustraire à un ordre de réquisition : au temps écoulé entre la date de l'ordre de réquisition et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance : au temps écoulé entre l'agrégation à une organisation de résistance et la libération de la localité où ils avaient leur domicile, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû se soustraire à une recherche : au temps écoulé entre la date à laquelle les intéressés ont dû quitter leur domicile et la libération de la localité où ils avaient leur domicile, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires exclus par suite de mesure d'ordre politique ou racial : au temps écoulé entre la publication de la loi ayant entraîné leur exclusion et l'abrogation de cette loi sur le territoire métropolitain, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : au temps écoulé entre la date à laquelle la S.N.C.F. a cessé d'assurer l'exploitation des lignes et la date à laquelle la S.N.C.F. a repris l'exploitation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.

A l'issue du stage d'essai d'un an, les intéressés seront commissionnés et affiliés rétroactivement, la rétroactivité étant égale au temps, défini ci-dessus, dont peut être reculée la limite d'âge fixée par l'article 10 du chapitre 2 du Fascicule III du Règlement du Personnel, sans que toutefois le commissionnement ou l'affiliation puissent être fixés à une date antérieure à l'époque à laquelle les intéressés ont atteint l'âge de 23 ans.

Le temps de service comme auxiliaire entrera en compte pour la période d'essai qui ne sera toutefois pas inférieure à 3 mois.

Les versements ouvriers, pour la période d'affiliation rétroactive, seront à la charge des intéressés.

Les rappels de solde afférents à leur nouvelle situation seront accordés aux intéressés avec effet de la date de remise en service ou du 1^{er} septembre 1945 s'ils ont repris leur service avant cette date.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS DIVERSES

article 8 ♦ Dispositions applicables aux prisonniers, déportés, travailleurs malades à la suite de leur séjour en Allemagne.

Si, après un délai qui ne devra pas excéder, en principe, 6 mois, il est reconnu qu'un rapatrié ne peut remplir les fonctions de son grade, on lui recherchera, dans toute la mesure du possible, un emploi compatible avec ses aptitudes physiques et intellectuelles ; si l'intéressé doit être rétrogradé et si sa nouvelle rémunération est inférieure à l'ancienne, on lui attribuera un complément de rémunération qui sera calculé dans les conditions prévues en faveur des agents rétrogradés à la suite d'une blessure en service.

Si le médecin estime que l'agent est inapte à tout service par suite de faits de guerre, il conviendra d'entreprendre la procédure ordinaire de mise à la réforme et, quand il sera réformé, l'intéressé bénéficiera du secours ayant pour but de porter le total des prestations servies tant par la S.N.C.F. que par l'Etat aux 3/4 de sa dernière rémunération soumise à retenues.

Si, après sa remise en service ou après son retour en France, un prisonnier, un déporté, un travailleur ou un blessé décède des suites de maladie ou de blessure contractée ou reçue en Allemagne, sa famille bénéficiera du secours ayant pour but de porter le total des prestations servies tant par la S.N.C.F. que par l'Etat aux 3/8^e de la dernière rémunération soumise à retenues de l'agent.

AVIS GÉNÉRAL

P 1

N° 3

Paris, le 20 mars 1946.

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1 - 2	1 - 2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 14
18	55 - 56	31 - 32
21 - 31	62	41 - 43
42	64 - 65	51 - 52
91 à 93	91 à 93	57
	94	61 - 64
		71 - 75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

RÈGLES A OBSERVER POUR L'ADMISSION AU CADRE PERMANENT ET L'AFFILIATION A LA CAISSE DES RETRAITES DES CANDIDATS QUI ONT ÉTÉ EMPÊCHÉS DE PRÉSENTER LEUR CANDIDATURE PAR SUITE DES ÉVÉNEMENTS DE GUERRE.

L'Ordonnance N° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats ayant été empêchés d'accéder aux Services Publics (ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des Services Publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre) prévoit en son article 1^{er} que ses dispositions sont applicables aux Services Publics industriels et commerciaux exploités en régie, concédés ou affermés, de l'Etat, des départements et des Communes.

Cette ordonnance est donc applicable à la S.N.C.F.

L'article 3 de cette Ordonnance indique que, « en ce qui concerne le personnel régi par des Conventions Collectives », les modalités d'application de l'Ordonnance « feront l'objet d'avenants à ces Conventions qui seront soumis à l'approbation du Ministre compétent... ».

Le texte, ci-joint en Annexe (1), établi dans les conditions indiquées ci-dessus a été approuvé par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Il comporte en faveur des candidats qui n'ont pu présenter leur candidature à la S.N.C.F. par suite des événements de guerre (prisonniers, mobilisés, déportés, travailleurs non volontaires, victimes civiles de la guerre, etc.) des mesures à mettre en application immédiatement et qui se rapportent aux points suivants :

- âge limite pour l'admission à l'essai,
- examens spéciaux pour le recrutement,
- affiliation et commissionnement rétroactifs,
- avancement en grade.

Il est applicable aux agents admis au cadre permanent avant la date de parution du présent Avis Général.

Les admissions au cadre permanent ne peuvent être réalisées que dans les limites des contingents autorisés dans les conditions indiquées à l'article 5.

Le Directeur Général,

LEMAIRE

♦ (1) Cette annexe est à la disposition des agents qui désirent la consulter.

REGLES A OBSERVER POUR L'ADMISSION AU CADRE PERMANENT ET L'AFFILIATION A LA CAISSE DES RETRAITES

**des candidats qui ont été empêchés de présenter leur candidature
par suite des événements qui se sont déroulés entre les années 1939 et 1945**

article 1 ♦ Candidats intéressés.

A — Les dispositions de la présente instruction s'appliquent aux candidats appartenant aux catégories ci-après qui, en raison des circonstances nées de la guerre, ont été empêchés d'accéder à un emploi du cadre permanent de la S.N.C.F. Ces candidats se classent dans les catégories suivantes :

- 1° — Prisonniers de guerre demeurés en captivité postérieurement au 25 juin 1940,
- 2° — Mobilisés ou engagés ayant servi postérieurement au 25 juin 1940 dans les formations militaires françaises de terre, de mer et de l'air, à l'exception :
 - a) des militaires démobilisés entre le 25 juin 1940 et le 1^{er} juin 1941 par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français,
 - b) des engagés volontaires dans les formations militaires dépendant de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français s'ils n'ont pas pris part ultérieurement à des opérations contre l'ennemi,
- 3° — Mobilisés ou engagés dans les forces alliées,
- 4° — Combattants des Forces Françaises de l'Intérieur et assimilés qui seront définis ultérieurement,
- 5° — Toutes personnes atteintes d'infirmité dans les conditions prévues par la loi du 24 juin 1919 sur les victimes civiles de la guerre, à condition que leur état ne soit pas absolument incompatible avec l'exercice de l'emploi auquel elles se proposent de faire acte de candidature,
- 6° — Toutes personnes qui ont été déportées ou internées pour des motifs politiques ou militaires par les autorités ennemies ou par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat Français,
- 7° — Toutes personnes ayant été contraintes de travailler au profit de l'ennemi dans des conditions exclusives de toute intention réelle de coopérer à l'effort de guerre de celui-ci,
- 8° — Toutes personnes ayant dû se soustraire à une recherche ou à un ordre de réquisition des autorités ennemies ou de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, ou qui ont dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance,
- 9° — Toutes personnes n'ayant pu faire acte de candidature du fait des mesures de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français excluant de la S.N.C.F. certaines catégories de Français,
- 10° — Toutes personnes n'ayant pu faire acte de candidature parce qu'elles résidaient dans un département où l'exploitation des Chemins de fer n'était pas assurée par la S.N.C.F. (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

B — Les candidats repris au § A ne peuvent bénéficier des dispositions des articles 4 à 7 ci-après que si la durée de leur empêchement effectif a été d'au moins six mois.

C — Pour pouvoir bénéficier des dispositions de la présente instruction, les candidats intéressés doivent avoir présenté ou présenter leur candidature dans les six mois qui suivront la parution de la présente instruction ou dans les six mois qui suivront la date à laquelle aura pris fin la cause de leur empêchement. Les titulaires d'une pension de réforme pourront ne présenter leur candidature que six mois après la liquidation de leur pension et au maximum dans un délai expirant 3 ans après la parution de la présente instruction.

article 2 ♦ Age limite pour l'admission à l'essai au cadre permanent

L'âge limite de 29 ans est reculé dans les conditions fixées par l'article 10 du chapitre II du Fascicule III du Règlement du Personnel.

Il est, en outre, reculé pour chacune des catégories de candidats visés à l'article 1^{er}, d'un temps égal à celui pendant lequel les situations prévues à cet article ont constitué pour eux une cause effective d'empêchement, ce temps étant arrondi au nombre de mois supérieur.

a) Candidats de la 1^{re} catégorie :

La limite d'âge est reculée du temps passé en captivité, augmenté pour les évadés, du temps compris entre la date de leur évadement et le 1^{er} avril 1945, la durée des services militaires pour le calcul de la prolongation définie au 1^{er} alinéa du présent article est, pour cette catégorie de candidats, limitée à la date à laquelle ils ont été faits prisonniers et, au plus tard, au 25 juin 1940.

b) Candidats des catégories 2 et 3 :

La limite d'âge est reculée du temps passé sous les drapeaux postérieurement au 25 juin 1940. Pour ces caté-

gories de candidats, la durée des services militaires pour le calcul de la prolongation définie au 1^{er} alinéa du présent article est limitée au 25 juin 1940.

c) Candidats de la catégorie 4 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la date d'incorporation dans les Forces Françaises de l'Intérieur et la date de démobilisation ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

d) Candidats de la catégorie 5 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la date de la blessure et la date de consolidation de la blessure ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

e) Candidats de la catégorie 6 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre l'arrestation (ou la première arrestation) par les autorités ennemies ou par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français et la date de la libération des candidats ou une date postérieure de trois mois à celle de leur retour en France.

f) Candidats de la catégorie 7 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la date de leur incorporation dans une formation de travail sous le contrôle de l'ennemi et la date de leur retour en France ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

g) Candidats de la catégorie 8 :

La limite d'âge, pour les candidats ayant dû se soustraire à un ordre de réquisition des autorités ennemies ou de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, est reculée du temps écoulé entre la date de l'ordre de réquisition et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

Pour les candidats ayant dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance, la limite d'âge est reculée du temps écoulé entre l'agrégation à une organisation de résistance et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

Pour les candidats ayant dû se soustraire à une recherche des autorités allemandes ou de Vichy, la limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la date à laquelle les intéressés ont dû quitter leur domicile (date qui devra être prouvée par des attestations émanant de la gendarmerie ou des attestations légalisées de témoins connaissant le candidat) et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

h) Candidats de la catégorie 9 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la publication de la loi en vertu de laquelle cette personne n'a pu faire acte de candidature et la date d'abrogation de cette loi sur le territoire métropolitain ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

i) Candidats de la catégorie 10 :

La limite d'âge est reculée du temps écoulé entre la date à laquelle la S.N.C.F. a cessé d'assurer l'exploitation des lignes et la date à laquelle la S.N.C.F. a repris l'exploitation ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

article 3 ♦ Aptitude physique.

Les candidats doivent remplir les conditions d'aptitude physique prévues au Règlement du Personnel pour l'emploi à occuper.

Toutefois, les candidats qui n'ont pas été physiquement en état de poser leur candidature avant de dépasser l'âge limite d'admission, tel qu'il résulte des dispositions visées à l'article 2 peuvent encore la présenter au delà de cet âge limite à condition que le dépassement de la limite d'âge soit inférieur à 2 ans.

Pour bénéficier de cette dernière disposition, les candidats intéressés doivent présenter les certificats médicaux ou administratifs spécifiant qu'ils n'étaient pas physiquement en état de poser leur candidature lorsqu'ils remplissaient les conditions d'âge pour l'admission au cadre permanent (telles qu'elles sont indiquées à l'article 2).

article 4 ♦ Examen ou concours d'instruction générale ou d'aptitude professionnelle des candidats.

Les candidats doivent subir avec succès les épreuves d'un examen comportant les mêmes épreuves que l'examen ou le concours exigé d'après le Règlement du Personnel pour être admis à l'emploi sollicité.

La nature des épreuves et les coefficients sont ceux prévus par le Règlement du Personnel. Toutefois, on tient compte, dans la cotation, des difficultés qu'ont rencontrées les candidats dans leurs études ou leur préparation, ainsi que du fait qu'ils ont été éloignés de leur métier. Lorsqu'il est prévu, pour l'emploi considéré, par le Règlement du Personnel, un concours ou un examen collectif, il n'est pas procédé à un examen individuel des candidats.

Les candidats qui possèdent certains diplômes qui leur permettent d'être admis, comme il est prévu au Règlement du Personnel, sans examen ni concours, peuvent être admis comme « Attachés ». Il est également tenu compte des diplômes obtenus au cours du séjour en Allemagne, s'ils ont été validés dans les conditions fixées par le décret N° 45.1.1217 du 7 juin 1945.

Les candidats devront toujours bénéficier des conditions les plus avantageuses qui auront pu exister pendant le temps où ils ont été empêchés, pour l'une des causes visées à l'article 1^{er}, de poser leur candidature.

article 5 ♦ Emplois de début à tenir en réserve pour l'admission au cadre permanent.

10 % au moins du contingent d'admission au cadre permanent autorisé chaque année dans chacune des catégories d'emploi de début sera réservé aux candidats visés à l'article 1^{er}.

article 6 ♦ Affiliation et commissionnement rétroactifs.

Les candidats visés à l'article 1^{er} et qui, à l'expiration du stage d'essai d'un an ont donné satisfaction, peuvent être commissionnés, et affiliés à la Caisse des Retraites dans les conditions prévues par le Règlement du Personnel.

Le commissionnement et l'affiliation des intéressés sont prononcés d'autre part, rétroactivement dans les conditions prévues ci-après, étant entendu que, pour l'affiliation rétroactive, les intéressés ont à prendre à leur charge les versements correspondants (part ouvrière seulement).

La durée de la rétroactivité est égale :

- 1° — pour les candidats repris aux § a, b, c, e de l'article 2 au temps indiqué ci-dessous arrondi au nombre de mois supérieur ;
- 2° — pour les candidats repris aux § d, f, g, h, i de l'article 2 à 3 mois par année arrondie à l'année supérieure du temps indiqué.
 - a) Candidats de la 1^{re} catégorie, temps passé en captivité (ce temps étant toutefois majoré, pour les prisonniers évadés, d'une durée égale au temps compris entre la date de l'évasion et le 1^{er} avril 1945),
 - b) Candidats des catégories 2 et 3, temps passé postérieurement au 25 juin 1940 sous les drapeaux au delà de la durée du service militaire légal,
 - c) Candidats de la 4^e catégorie, temps écoulé entre la date d'incorporation dans les Forces Françaises de l'Intérieur et la date de démobilisation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard,
 - d) Candidats de la 5^e catégorie, temps écoulé entre la blessure et la date de consolidation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard,
 - e) Candidats de la 6^e catégorie, temps écoulé entre l'arrestation ou la première arrestation et leur libération ou une date postérieure de 3 mois à celle de leur retour en France,
 - f) Candidats de la 7^e catégorie, temps écoulé entre la date d'incorporation dans une formation de travail sous le contrôle de l'ennemi et la date de leur retour en France ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
 - g) Candidats de la 8^e catégorie :
 - 1° — Candidats ayant dû se soustraire à un ordre de réquisition des autorités ennemies ou de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français : temps écoulé entre la date de l'ordre de réquisition et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.
 - 2° — candidats ayant dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance : temps écoulé entre l'agrégation à une organisation de résistance et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
 - 3° — candidats ayant dû se soustraire à une recherche des autorités allemandes ou de Vichy : temps écoulé entre la date à laquelle les intéressés ont dû quitter leur domicile et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
 - h) Candidats de la 9^e catégorie, temps écoulé entre la publication de la loi et son abrogation sur le territoire métropolitain ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard,
 - i) Candidats de la 10^e catégorie, temps écoulé entre la date à laquelle la S.N.C.F. a cessé l'exploitation des lignes et la date à laquelle elle en a repris l'exploitation ou le 1^{er} avril 1945, au plus tard.

En tout état de cause, la rétroactivité ne pourra avoir pour effet de fixer le commissionnement et l'affiliation à une date antérieure à l'époque à laquelle les intéressés ont atteint l'âge de 23 ans.

Le temps passé comme auxiliaire pour ceux des intéressés qui ont été embauchés comme tels entrera en compte dans la période d'essai qui ne sera toutefois pas inférieure à 3 mois.

article 7 ♦ Avancement en grade.

Les candidats qui ont bénéficié des dispositions de la présente instruction peuvent être nommés au grade supérieur avec effet rétroactif à une date qui est fixée par comparaison avec la date de nomination d'agents, d'ancienneté et d'aptitude comparables. Un tableau d'aptitude spécial peut être établi dans les mêmes conditions que les tableaux d'aptitude complémentaires.

Cette procédure peut être appliquée pendant 3 ans après la date de parution de la présente instruction.
